

Mieux reconstruire : propositions politiques de Greenpeace Canada pour une relance juste et verte

Ce document de travail présente des pistes de solutions pour une relance juste et verte. Nous croyons que ces propositions stimuleront l'économie de manière juste, résiliente et soutenable, en plaçant le bien-être de la population au cœur de la relance en réponse à la crise de la COVID-19.

Voici quelques-unes des solutions proposées :

Projets « clé-en-main » et prêts à démarrer

1. Soutenir financièrement les projets de création d'emplois verts, y compris les chantiers de rénovation résidentielle et d'autres bâtiments; la construction de projets d'énergies renouvelables à faible impact environnemental; le développement des infrastructures de transports actifs; l'électrification des transports collectifs (trains et autobus) ; l'électrification du chauffage des bâtiments; ainsi que diverses *solutions natures* comme les mesures d'aménagement permettant de restaurer les berges et l'environnement côtier, de planter des espèces indigènes ou d'éliminer les espèces envahissantes.
2. Transformer la Prestation canadienne d'urgence (PCU) en un programme permanent de soutien au revenu afin d'aider les travailleurs et travailleuses à effectuer la transition vers une économie à faible teneur en carbone. Ce programme de soutien pourrait éventuellement servir à établir une allocation universelle (revenu minimum garanti).

Réduction des risques et résilience accrue à la COVID-19

1. Étendre explicitement la portée des mesures de relance pour y inclure des objectifs de justice sociale et environnementale, tels que l'accès aux soins de santé et la résilience aux crises futures, sans que ces mesures ne reposent exclusivement sur des indicateurs traditionnels comme le PIB.
2. Remédier au problème de surpopulation des habitations, plus particulièrement dans les communautés autochtones, Métis et Inuits et celle à faible revenu, en construisant des logements sociaux et des habitations écologiques abordables partout au Canada.
3. Diminuer la pollution de l'air et rendre les villes plus agréables à vivre, en soutenant l'expansion des réseaux piétonniers et cyclables, en électrifiant les transports collectifs, et en électrifiant le chauffage des bâtiments. Il faut pour cela augmenter le prix sur le carbone de manière significative, et adopter des lois favorisant l'achat de véhicules électriques, de manière à éliminer la vente de véhicules légers neufs à combustion interne d'ici 2030.
4. Favoriser l'accès à l'eau potable et assurer la sécurité alimentaire de la population, en misant sur des aliments sains, culturellement adaptés, et produits localement à l'aide de techniques agricoles régénératives.

Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive. Ce document de travail présente différentes pistes de discussion qui nous permettront de **mieux reconstruire**. Pour formuler vos commentaires, veuillez contacter :

Patrick Bonin
Responsable campagne
Climat-Énergie
Greenpeace Canada,
pbonin@greenpeace.org
514-594-1221

Olivier Kolmel
Chargé de campagne
Nature & Alimentation
Greenpeace Canada
okolmel@greenpeace.org
1 514.833.0973

Agnès Le Rouzic
Chargée de campagnes Océans &
Plastique
Greenpeace Canada
agnes.lerouzic@greenpeace.org
514.234.5411

Isabelle L'Héritier
Chargée de mobilisation
Greenpeace Canada
ilheriti@greenpeace.org
(514) 226-8099

INTRODUCTION

Le système économique d'avant la pandémie est intenable. Il a provoqué une crise environnementale globale, marquée par des changements climatiques et une perte de biodiversité catastrophiques. Il a accentué les inégalités sociales et marginalisé des populations de migrant-es, d'autochtones, Métis et Inuits, et d'autres personnes racisées ou à faible revenu.

Même avant la COVID-19, il était évident que la « normalité » ne fonctionnait plus. Au lieu d'y revenir lorsque la crise sera terminée, nous avons l'opportunité de reconstruire un meilleur système. Les solutions mises de l'avant dans ce document visent à relancer l'économie tout en contribuant à notre mieux-être. Elles s'alignent avec une stabilisation du climat planétaire et la régénération d'écosystèmes essentiels. Voici quelques-uns des principes fondamentaux qui orientent cette volonté de relance :

- **Résilience** : Les fonds destinés à la relance doivent être conditionnels à des objectifs de justice sociale et environnementale, et nous permettre de nous préparer et d'augmenter notre résilience lors de prochaines crises sanitaires ou climatiques.
- **Durabilité** : Les nouveaux investissements doivent établir les fondations d'une économie plus viable et soutenable à long terme.
- **Justice** : Les crises économiques et sanitaires que nous traversons mettent en relief de nombreuses inégalités systémiques vécues par les personnes racisées, mais aussi liées au genre, aux migrations et plus encore. Nous devons consulter les communautés marginalisées afin d'imaginer des plans de relance plus susceptibles de satisfaire leurs besoins et de réduire les inégalités sociales.
- **Respect des droits autochtones** : Les plans de relance doivent être établis en concertation avec les communautés autochtones, Métis et Inuits de manière à contribuer aux objectifs de réconciliation et de respect de leurs droits ancestraux. Les titres et les droits des peuples autochtones, Métis et Inuits doivent être pleinement reconnus, tout comme le consentement préalable, libre et éclairé, ainsi que le droit de préserver, de contrôler, de protéger et de développer leur savoir traditionnel, conformément à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Nous avons regroupé les pistes de solutions sous quatre grands axes non mutuellement exclusifs :

1. Des idées audacieuses pour une économie centrée sur l'humain et en harmonie avec la nature.
 - Programme d'allocation universelle.
 - Développer des indicateurs alternatifs au PIB.
 - Miser sur un « New Deal » vert.
 - Réformer la gouvernance des entreprises.
2. Réduire les risques et accroître notre résilience à la COVID-19 et aux pandémies futures.
 - Réduire la pollution de l'air pour améliorer la qualité de vie.
 - Construire ou rénover des logements verts et abordables.
 - Améliorer l'accès à l'eau potable et à une alimentation saine et durable.
3. Améliorer la vie quotidienne.
 - Offrir des modes de transport abordables, efficaces, fiables et sans carbone.
 - Transformer la PCU en un programme permanent de soutien au revenu.
 - Préserver et restaurer les écosystèmes.
 - Créer directement des emplois verts et appuyer financièrement leur création.

4. Investir dans les secteurs clés de l'économie.

- Investir dans les secteurs verts et zéro carbone.
- Soutenir la transition des travailleurs et travailleuses de l'industrie fossile.
- Soutenir l'agriculture et l'alimentation durables.
- Établir une économie véritablement circulaire et sans produits jetables non-essentiels.
- Favoriser la recherche et le développement.
- Encadrer le sauvetage des entreprises.

DES IDÉES AUDACIEUSES POUR UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN ET EN HARMONIE AVEC LA NATURE

Pour bâtir un meilleur système que le précédent, nous devons miser sur des idées audacieuses et susceptibles de mener à des transformations majeures. L'économie doit être fondée sur le bien-être des populations et fonctionner en harmonie avec la nature – et non au détriment de celle-ci. À cet effet, voici quelques idées qui nous semblent particulièrement prometteuses et qui pourraient changer radicalement notre économie.

Transformer la PCU en allocation universelle

La PCU devrait être adaptée et transformée en allocation universelle (revenu minimum garanti). En plus de stimuler l'économie, une telle mesure aiderait toute la population canadienne à subvenir à ses besoins essentiels en tout temps. L'allocation universelle doit être soigneusement planifiée¹, mais elle n'est pas une panacée et ne doit pas servir de prétexte à un affaiblissement généralisé du filet de sécurité sociale. Jumelée avec l'impôt sur la fortune, elle pourrait contribuer à réduire significativement les inégalités sociales, favoriser le mieux-être de la population, encourager les tâches importantes mais non rémunérées comme les études ou la garde d'enfants, et mettre un terme à la faim et à l'itinérance.

Trouver des alternatives au PIB

À titre d'indicateur de performance économique, le PIB (produit intérieur brut) présente de nombreuses lacunes qui ont été largement débattues et documentées par les économistes². Ceux-ci ont constaté que la croissance du PIB n'améliore pas nécessairement la qualité de vie des populations, et que la croissance peut même se traduire par une diminution de la qualité de vie dans certains cas. Et pourtant, le PIB demeure le principal indice de l'état de santé d'une économie. Le PIB n'est qu'un type d'indicateur, nous croyons que le bien-être des populations doit figurer en tête de liste de nos préoccupations.

Au lieu de se fier uniquement aux indicateurs traditionnels comme le PIB, les gouvernements devraient étendre explicitement la portée des mesures de relance pour y inclure des objectifs de justice sociale et environnementale. Les dépenses doivent minimiser les risques de crises futures, augmenter la résilience à de telles crises, et aider les gens à satisfaire leurs besoins essentiels en matière d'accès à l'eau, d'alimentation, de services de bases et de soins de santé, dans une optique de bonne gouvernance, de respect des droits humains et de qualité de l'environnement.

¹ Voir par exemple : David Green, Jonathan Rhys Kesselman et Lindsay Tedds, *Considerations for Basic Income as a COVID-19 Response* (mai 2020).

<https://www.policyschool.ca/wp-content/uploads/2020/05/Basic-Income-Green-Kesselman-Tedds.pdf>

² Stiglitz, J., J. Fitoussi et M. Durand (2018), *Beyond GDP: Measuring What Counts for Economic and Social Performance*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264307292-en>.

Miser sur le « New Deal » vert

Le « New Deal » vert est un ambitieux plan de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques, visant du même coup à bâtir une société plus juste et équitable. Ce « nouveau pacte » s'adresse également aux populations défavorisées, marginalisées ou traditionnellement exclues, dans l'espoir de les intégrer pleinement à la transition écologique. Ce cadre d'action inspirant devrait orienter les plans de relance post COVID-19 et toutes les mesures qui s'ensuivront³.

Réformer la gouvernance des entreprises

Pour obtenir une économie centrée sur l'humain et en harmonie avec la nature, nous devons miser sur les entreprises qui placent les gens et l'environnement en tête de liste de leurs priorités. Voici deux manières d'encourager la responsabilité sociale des entreprises dans le cadre d'un plan de relance :

- Allouer en priorité les ressources financières aux entités dont la mission n'est pas strictement à but lucratif, telles que les coopératives, les OBNL, les organismes communautaires et les sociétés d'intérêt public.
- Lorsqu'une entreprise est partiellement ou totalement nationalisée, utiliser les droits de propriété pour y intégrer des objectifs sociaux et environnementaux – que ce soit en modifiant sa charte ou en augmentant la représentation communautaire au sein de son conseil d'administration.

RÉDUIRE LES RISQUES ET ACCROÎTRE NOTRE RÉSILIENCE À LA COVID-19 ET AUX PANDÉMIES FUTURES

Réduire la pollution de l'air pour mieux vivre ensemble

De plus en plus d'études scientifiques démontrent que l'exposition à un air pollué peut contribuer de manière significative à la propagation et à la sévérité des infections respiratoires, y compris la COVID-19⁴. Par principe de précaution et en toute logique, nous devrions réduire la pollution de l'air de manière à augmenter notre résilience à la COVID-19 et aux pandémies futures. Une telle approche aurait également le mérite de réduire la mortalité associée à la pollution de l'air de manière plus générale. Ce fléau tue environ 14 600 personnes chaque année, selon Santé Canada⁵. Remplacer les énergies fossiles par des énergies propres aurait un impact extrêmement bénéfique sur notre santé, notre économie et le climat de la planète. Voici quelques projets créateurs d'emplois s'inscrivant dans cette approche :

- Étendre les réseaux piétonniers et cyclables.
- Étendre les transports en commun et les rendre plus abordables.
- Électrifier les trains et les autobus.

³ Environ 7000 personnes se sont ralliées au New Deal Vert, lors d'assemblées citoyennes tenues à la grandeur du Canada. Ces personnes étaient issues de groupes environnementaux, de syndicats, de groupes religieux, de partis politiques, de conseils municipaux, d'associations communautaires et de voisinage, de groupes autochtones, de groupes de femmes, d'associations étudiantes et de militants pour un salaire minimum à 15 \$, pour ne nommer que ceux-ci. Pour plus de détails : <https://www.greenpeace.org/canada/fr/histoires/23931/les-assemblees-citoyennes-du-new-deal-vert-quavons-nous-appris>.

⁴

<https://www.utoronto.ca/news/what-role-are-emissions-playing-covid-19-pandemic-u-t-researcher-examines-evidence>

⁵ http://publications.gc.ca/collections/collection_2019/sc-hc/H144-51-2019-eng.pdf

- Encourager l'achat de véhicules électriques et l'installation de bornes de recharge. Ce programme devrait faire partie d'une stratégie globale, qui inclurait l'élimination progressive des véhicules à combustion interne, ainsi que l'interdiction de vendre de tels véhicules neufs d'ici 2030.
- Convertir les systèmes de chauffage aux combustibles fossiles en systèmes de chauffage électrique efficaces, en procédant à l'installation de thermopompes ou de dispositifs d'énergies renouvelables, géothermique ou solaire.
- Investir dans la production accrue d'énergies renouvelables, ainsi que dans leurs infrastructures de transmission et de stockage, afin de remplacer rapidement les centrales thermiques au gaz ou au charbon. Financer adéquatement les programmes de transition des communautés éloignées, afin de réduire leur dépendance aux génératrices diesel.
- Augmenter le prix du carbone plus rapidement afin d'encourager la transition vers les énergies propres. En plus d'assainir l'air que nous respirons, une taxe carbone assortie d'incitatifs fiscaux pourrait stimuler l'économie en mettant plus d'argent dans les mains des contribuables à faible revenu.

Construire des logements verts et abordables

Maintenir la distanciation physique pour prévenir la propagation du nouveau coronavirus a été un défi difficile à relever dans les logements surpeuplés des communautés autochtones, Métis et Inuits et à faible revenu, ainsi que dans les refuges pour personnes itinérantes. Par conséquent, les gouvernements devraient relancer l'économie en finançant la construction de logements sociaux verts, esthétiques intéressants et abordables partout au Canada, et plus particulièrement dans les communautés autochtones, Métis et Inuits et à faible revenu. Une telle mesure permettrait de régler le problème d'accès au logement auquel nous faisons face depuis trop longtemps, tout en réduisant les risques posés par les pandémies et les changements climatiques. En matière de financement, la priorité devrait être accordée aux projets inclusifs, durables et axés sur la communauté, susceptibles de mener à une densification intelligente. Les nouveaux projets immobiliers devraient accueillir les résident·es déjà installé·es dans le secteur, et non pas entraîner leur exode. Les résident·es de ces nouveaux projets devraient vivre à proximité immédiate des transports collectifs et de la plupart de leurs besoins essentiels.

Améliorer l'accès à l'eau potable et à une alimentation saine et durable

L'accès à l'eau potable et à une alimentation de qualité est le fondement même de la santé publique. L'Organisation mondiale de la santé a souligné, à juste titre, l'importance d'une alimentation saine durant la crise de la COVID-19⁶. Or, le lavage des mains et les autres mesures d'hygiène préventive reposent sur l'accès à une eau courante de qualité acceptable.

Les gouvernements devraient donc modifier leurs politiques et investir de manière ciblée pour :

- Assurer l'approvisionnement en eau potable dans toutes les collectivités canadiennes, et plus particulièrement dans les communautés autochtones, Métis et Inuits.
- Assurer la sécurité alimentaire de toute la population, ce qui inclut les personnes les plus vulnérables à la COVID-19, les ménages à faible revenu, les autochtones, Inuits et Métis, les aînés et le personnel soignant. Cette mesure doit prévoir l'accès à de la nourriture saine et culturellement adaptés.

⁶ <http://www.emro.who.int/nutrition/nutrition-infocus/nutrition-advice-for-adults-during-the-covid-19-outbreak.html>

- Soutenir les emplois dans le secteur de l'agriculture régénérative, ainsi que dans les petites et moyennes exploitations agricoles, afin de répondre à ce besoin pressant.
- Soutenir les initiatives municipales visant à développer la résilience alimentaire, ce qui inclut la production d'aliments locaux (via l'agriculture urbaine, les jardins communautaires, la permaculture et l'entretien de forêts nourricières), l'accessibilité et la distribution de ces aliments (via les marchés fermiers, par exemple) ainsi que l'éducation du public.
- Promouvoir un régime alimentaire plus sain, respectueux du climat et comprenant davantage d'aliments d'origine végétale, conformément aux recommandations du Guide alimentaire canadien.

AMÉLIORER LA VIE QUOTIDIENNE

Offrir des modes de transport abordables, efficaces, fiables et décarbonisés

Des investissements soutenus dans les réseaux de transports urbains et interurbains permettraient aux Canadien·nes de se déplacer plus rapidement, à moindre coût et de manière moins polluante. Ces investissements devraient cibler plus particulièrement :

- L'expansion du réseau ferroviaire et la construction de lignes de train à haute vitesse dans les corridors les plus urbanisés, de manière à offrir une véritable alternative aux transports aérien et routier.
- Le financement régulier et prévisible des réseaux de transport collectif dans le but d'améliorer le service, de rendre ces réseaux plus fiables et abordables, d'étendre leur couverture, et de rendre leur utilisation gratuite à plus long terme.
- L'électrification de tous les réseaux ferroviaires et de transport en commun encore alimentés par des combustibles fossiles.
- Le déploiement parallèle de programmes d'efficacité énergétique et de production ou stockage d'énergies propres, afin que l'augmentation de la demande électrique liée aux transports puisse être satisfaite par des sources zéro carbone.

Transformer la PCU en un programme permanent de soutien au revenu

La Prestation canadienne d'urgence (PCU) a fourni un revenu essentiel aux Canadien·nes les plus durement touché·es par la pandémie de COVID-19. La PCU devrait être adaptée et transformée en un programme permanent de soutien au revenu afin que les personnes les plus vulnérables puissent satisfaire leurs besoins essentiels durant n'importe quelle crise. L'extension de la PCU permettrait d'injecter des fonds dans les secteurs devant s'adapter à la transition énergétique et dans tout autre secteur d'activité où les emplois sont menacés par des évolutions sociales et technologiques telles que l'intelligence artificielle. À plus long terme, la PCU pourrait servir de socle à l'allocation universelle, une approche visionnaire qui place les gens au cœur de l'économie. En termes de bien-être collectif, l'allocation universelle pourrait avoir un impact comparable à celui qu'a eu la création de notre système de santé public.

Préserver et restaurer les écosystèmes

Le Canada se démarque par la grande variété de ses écosystèmes. La préservation et la restauration de nos forêts, milieux humides, prairies et océans, des milieux urbains aux milieux ruraux, est l'occasion tout indiquée de créer des emplois de qualité, y compris dans les régions rurales ou éloignées. Un tel programme nous permettrait de stocker plus de carbone afin de lutter contre les changements climatiques. Il nous permettrait d'augmenter la biodiversité du pays, non seulement pour sa valeur

intrinsèque, mais également pour sa valeur culturelle, économique et sanitaire. La restauration de l'environnement côtier et des berges, la plantation d'espèces indigènes et l'élimination d'espèces envahissantes sont quelques exemples de projets « clé-en-main » et prêts à démarrer. Mentionnons également l'expansion des parcs urbains, qui contribue à rendre les villes plus saines et viables. Le contact avec la nature est essentiel à notre bien-être, et c'est en investissant dans la préservation et l'expansion de ces écosystèmes que nous améliorerons la qualité de vie de toutes et tous.

Créer directement des emplois verts, ou appuyer financièrement leur création

Les gouvernements peuvent contribuer à la création d'emplois verts de qualité en embauchant directement du personnel ou en subventionnant la création de tels emplois. Voici quelques pistes de solutions :

- Créer un programme d'emploi fédéral axé sur la restauration des écosystèmes et des habitats essentiels, l'entretien des aires protégées, l'élimination des espèces invasives, ainsi que la collecte et le suivi des données⁷.
- Offrir une subvention à l'emploi aux organisations et aux entreprises effectuant la transition vers une économie sans carbone, y compris les organismes communautaires, les coopératives et les OBNL⁸.

INVESTIR DANS LES SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE

La relance post-pandémie doit faire l'objet d'investissements judicieux. Nous devons stimuler les secteurs de l'économie les mieux positionnés pour satisfaire les besoins de la population, lutter contre les changements climatiques et assurer notre prospérité à long terme.

Investir dans les secteurs verts et zéro carbone

Alors que la crise du climat continue de s'aggraver, nous devons délaissier les carburants fossiles au même rythme que le reste de la planète. Des investissements dans les technologies vertes et zéro carbone aideront l'industrie automobile et le secteur de l'énergie à s'adapter à cette réalité. C'est en réduisant notre empreinte carbone que nous pourrions éviter les effets les plus graves des changements climatiques. À cet effet, il faudra investir plus particulièrement dans :

- L'accroissement de l'efficacité énergétique, la réduction de notre consommation d'énergie et du gaspillage énergétique.
- La production, la distribution et le stockage des énergies renouvelables.
- La production et l'usage de véhicules électriques, y compris dans les transports collectifs. Cet objectif inclut l'installation de bornes de recharge; la conversion et la préservation des emplois de l'industrie automobile lors de l'élimination graduelle des moteurs à combustion interne; et l'interdiction de vendre des véhicules neufs à combustion interne d'ici 2030. Au Canada, la production et la demande de véhicules électriques peuvent augmenter au même rythme et se stimuler mutuellement. Dans notre recherche d'alternatives zéro carbone, nous devons également considérer les propositions

⁷ Un tel programme pourrait s'inspirer du Corps civil de protection de l'environnement (CCC) créé par le président Roosevelt dans le cadre du New Deal : <https://www.nationalobserver.com/2020/05/04/opinion/canada-should-copy-president-roosevelt-and-create-nature-corps>.

⁸ Les Éco-stages jeunesse, financés par le gouvernement fédéral après la crise de 2007-2008, sont un modèle qui pourrait être répliqué ici.

innovantes des communautés concernées. Les travailleurs de l'usine GM d'Oshawa, par exemple, suggèrent de convertir celle-ci afin de produire des véhicules électriques⁹.

Soutenir la transition des travailleurs et travailleuses de l'industrie fossile

La transition vers les énergies propres avait déjà débuté avant la pandémie de COVID-19, et il semble même qu'elle ait accélérée. Des géants de l'industrie fossile, comme Shell et BP, ont admis que le pic de la demande de pétrole est probablement derrière nous¹⁰. Il faudrait toutefois éviter que cette baisse de la demande ne se traduise par un manque de débouchés ou de perspectives d'avenir dans les communautés concernées. Les travailleurs et travailleuses de l'industrie fossile méritent d'être appuyés dans leurs efforts de transition, afin de sortir de la pandémie dans une meilleure posture. Voici quelques exemples de mesures de transition :

- La formation professionnelle, la requalification et le placement dans des industries adjacentes.
- La diversification de l'économie des villes entièrement dépendantes du pétrole. Dans plusieurs jeunes entreprises, le nombre d'emplois créés par dollar investi surpasse grandement le nombre d'emplois créés dans l'extraction pétrolière et gazière¹¹.
- L'harmonisation des dépenses décrites ci-haut, de manière à créer les nouveaux emplois au moment et dans le lieu où ils seront les plus susceptibles de contribuer à la transition énergétique.
- La conversion de la PCU en un programme de soutien aux travailleurs et travailleuses de l'industrie fossile.

Soutenir l'agriculture et l'alimentation durables

L'industrie agroalimentaire nous permet de manger, mais elle contribue aux changements climatiques de manière significative, en plus de causer d'autres dommages à l'environnement. Investir de manière judicieuse dans l'agriculture biologique et régénérative, ainsi que dans les petites et moyennes exploitations agricoles, permettrait de résoudre une partie de ces problèmes. La chaîne alimentaire serait plus résiliente et capable de fournir des aliments plus nutritifs. Orienter l'industrie agroalimentaire vers la production d'aliments plus sains serait un gage de succès pour les humains et la planète. À cet effet, voici quelques exemples pertinents :

- Offrir des services-conseils et des ateliers de formation axés sur l'agriculture biologique régénérative et la permaculture.
- Offrir des prêts et du financement aux projets d'agroforesterie, aux cultures de couverture végétale, à l'agriculture biologique régénérative, ainsi qu'à la végétalisation des milieux humides, des rivages et des terres peu productives.
- Financer la production de compost et de semences biologiques, ainsi que la transformation d'aliments biologiques et de source végétale à haute valeur ajoutée.
- Soutenir les efforts municipaux et communautaires de réduction des pertes alimentaires, ainsi que les projets visant à renforcer la résilience alimentaire locale, tels que les jardins communautaires et collectifs, les forêts nourricières et les marchés fermiers.

⁹ <https://www.greenjobsoshawa.ca/feasibility.html>

¹⁰ <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/BP-Boss-We-May-Have-Already-Hit-Peak-Oil-Demand.html>

¹¹ <http://www.albertagen.ca/wp-content/uploads/2016/04/GP-GreenJobsReport2016.pdf>

Établir une économie véritablement circulaire

La planète est submergée de déchets produits par les grandes entreprises. Nous devons urgemment repenser la mise en marché des biens et services, de manière à ne plus dépendre des plastiques non-essentiels et des articles jetables ou à usage unique. Nous pouvons établir une économie véritablement circulaire et créer des emplois de qualité dès maintenant, en investissant dans le développement et la mise en œuvre de systèmes axés sur le réutilisable, la consigne et la durabilité des produits tant dans les commerces que lors de livraison à domicile. Qu'il s'agisse d'aliments ou d'autres biens de consommation courante, nous devons envisager un avenir « zéro déchet » afin d'optimiser l'utilisation des ressources naturelles disponibles, de réduire la pollution et les autres externalités négatives due à la production au transport et à l'élimination, et générer une boucle de rétroaction à haute valeur ajoutée. Voici quelques manières d'y parvenir :

- Créer des fonds de soutien à l'innovation, dans le but de développer des systèmes de consigne et de réemploi; des systèmes de réparation et de réusinage; une économie de partage au travers de centres de prêt d'équipement fonctionnant à la manière des bibliothèques; ainsi que des systèmes régénératifs capables de restaurer, de rénover ou de revitaliser leurs propres intrants.
- Investir dans le développement et la diffusion à grande échelle d'équipements de consigne et de réemploi, en priorisant le sommet de la hiérarchie, c'est-à-dire la réduction de la consommation de matériaux à la source, ainsi que l'éco-conception afin de générer moins de déchets¹².
- Subventionner les programmes, les pratiques et les initiatives communautaires axées sur le « zéro déchet » afin de créer des incitatifs à la transition.
- Prioriser et investir dans les chaînes d'approvisionnement et de livraison locales.
- Soutenir les mesures de transition destinées aux travailleurs et travailleuses de l'industrie pétrochimique, afin de les intégrer à l'économie circulaire de manière juste et équitable.

Favoriser la recherche et le développement (R&D)

En plus de créer des emplois, les investissements en R&D favoriseront l'innovation, la prise de décision, la résolution de nos problèmes les plus complexes, et le développement économique dans son ensemble. Voici quelques secteurs clés sur lesquels nous devrions miser :

- La production et le stockage des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.
- L'inventaire et la comptabilisation des services écosystémiques.
- Le développement d'industries forestières non ligneuse.
- L'agriculture biologique régénérative.
- Les transports durables.
- L'économie circulaire et les matériaux recyclables à l'infini.
- Les modèles sociaux, économiques et culturels axés sur le développement durable, la justice sociale et la transformation sociale.

Encadrer le sauvetage des entreprises

Bien que la protection du public ait préséance, une part importante des dépenses gouvernementales post-pandémie servira à renflouer des entreprises en difficulté. Pour éviter que ces dépenses ne

¹² <https://zerowastecanada.ca/zero-waste-hierarchy/#1494613521324-40c991d5-c5f6>

renforcent la « vieille économie » qui a causé tant de problèmes, la relance verte et équitable que nous proposons repose sur une aide financière assortie de conditions précises. Nous avons dressé une liste de ces conditions dans le document [Recommandations pour une relance verte et juste](#)¹³.

NOTES DE FIN

13

<https://storage.googleapis.com/planet4-canada-stateless/2020/04/410eac8b-note-dinformation-de-greenpeace-canada-relance-verte-20200409.pdf>